



Le démembrement politique de l'Irak

Par [Ahmed Janabi](#)

Mondialisation.ca, 01 août 2006

Aljazeera (traduction par CSP) 22 juin 2006

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#)

Le débat date du 13 juillet 2003, quand le Iraq Governing Council (IGC) fut formé par Paul Bremer, l'administrateur américain.

[L'extrémisme sectaire et ethnique](#) ont été renforcés par l'IGC et diverses lois ont depuis encouragé un sectarisme agressif qui a conduit à une féroce guerre entre milices.

Anis Mansour, un éditeur et auteur égyptien, croit que les US suivent la politique historique britannique de « diviser pour régner ». Il déclare : « ce que nous voyons est juste le début d'une machination qui vise à diviser le pays en régions. »

« Il n'est pas exact que les USA aient échoué. Ils ont fait ce qu'ils voulaient faire et ça va encore durer longtemps. »

« Ce sera pareille, que le président après (Georges) Bush soit Démocrate ou Républicain. »

Le chaos permanent

Les soldats US et autres étrangers continuent d'être tués quotidiennement en Irak, tandis que des milices soutenues par l'Iran se vengent des officiers Irakiens qui ont participé à la guerre Iran-Irak.

Les tentatives d'assassinat par coups de feu tirés d'une voiture sont quotidiennes et les combattants Sunnites mène le combat aussi bien contre les forces US que contre l'armée Irakienne et les forces de sécurités soutenues et formées par les US.

Il est peu probable que le nouveau gouvernement de Nuri al-Maliki réussisse à contrôler la violence.

Plus de trois ans après l'invasion conduite par les US, les forces étrangères et irakiennes sont toutes deux incapables de faire respecter la loi et maintenir l'ordre.

Pendant ce temps, les citoyens irakiens ordinaires perdent leur sens de la co-existence, ce qui, en soi, constitue une caractéristique dangereuse de l'Irak d'après-guerre.

Complot US

Selon le ministre irakien des personnes expatriées et déplacées, la violence sectaire a obligé 14.000 familles à se déplacer.

Les familles Sunnites qui vivaient dans une zone à majorité Chiite sont parties vers des zones à majorité Sunnites et vice-versa.

La création en cours de districts ethniques et sectaires préoccupent les nationalistes Irakiens qui craignent une dislocation de leur pays.

Les USA sont vus comme principal instigateur des sentiments sectaires, créant l'environnement nécessaire à la [division de l'Irak sur une base ethnique et sectaire](#) incapable de vivre sans la protection américaine.

Hassan Nasr Allah, le chef du Hezbollah libanais a déclaré : « les USA ont créé une situation en Irak où ils se présentent eux-mêmes aux Chiites comme une garantie (de protection) contre les Sunnites et se présentent aux Sunnites comme une garantie contre les Chiites. »

« Ils se présentent aux Arabes comme une garantie contre les Kurdes et se présentent aux Kurdes comme une garantie contre les Arabes. »

« Leur complot fonctionne bien. Regardez la situation actuelle en Irak : que peut-il arriver de mieux aux séparatistes pour pouvoir déclarer qu'ils se sont séparés de l'Irak pour protéger leur communauté ? »

Garantie constitutionnelle

Certains politiciens Irakiens ont aussi signalé qu'ils sont en faveur d'une séparation. Masoud Barzani, le leader Kurde qui est devenu le président du Kurdistan Irakien l'an dernier, a annulé sa visite en Chine en mai dernier après que Pékin ait refusé de le recevoir comme chef d'Etat.

L'initiative de Barzani a été perçue comme la réaffirmation de la volonté de certains politiciens Kurdes de faire sécession et de former leur état indépendant Kurde, un objectif poursuivi depuis longtemps.

La préservation de l'intégrité de l'Irak fût le principal problème invoqué pour retarder l'approbation de la nouvelle constitution irakienne l'an dernier.

Les nationalistes irakiens furent alarmés par un article de la Constitution qui autorise tout gouverneur, indépendamment ou avec d'autres, à former une « région ».

La Constitution accorde aux régions le droit de créer leurs propres forces de sécurité et toute liberté dans la gestion de leurs ressources naturelles.

Les Kurdes ont été les premiers à utiliser ce droit lorsqu'ils ont annoncé la création de leur région Kurde et élu leur gouvernement et président cette année.

Certains politiciens irakiens disent que de telles entités ne sont pas assez grandes pour survivre sans un soutien de l'étranger.

L'aide étrangère

Haroun Muhammad, un militant irakien basé à Londres, a déclaré : « En plus des germes de la séparation présentes dans la nouvelle constitution irakienne, les séparatistes reçoivent du

soutien de l'étranger, tel que le Koweït qui soutient à la fois les chefs Kurdes et Shiites dans leur volonté de séparation de l'Irak. »

« Ce ne peut être une coïncidence si Ammar al-Hakim, le fils du chef Chiite Abd al-Aziz al-Hakim, se rend périodiquement au Koweït. »

Le père d'al-Hakim a demandé à plusieurs reprises que les Chiites reçoivent un état fédéré dans le sud de l'Irak, son dernier appel date du 11 août 2005 à Najaf où il s'adressait à une audience Shiite.

Selon Muhammad : « le Koweït craint une future invasion par un grand Irak. Il est dans leur intérêt de le casser en plus petites entités qui seraient incapables d'envoyer des troupes vers le Sud. »

Saddam Hussein ne fut pas le premier chef Irakien à réclamer le Koweït, mais il fut le premier à envoyer des troupes à travers la frontière.

Abd al-Karim Quasim, le président Irakien précédent, a réclaté le Koweït comme faisant historiquement partie de l'Irak et avait amassé des troupes à la frontières, mais les efforts des diplomates Britanniques et Arabes ont abouti à une fin pacifique de la crise.

Les demandes chiites

Barzani et le clan al-Hakim partagent la même vision d'un état fédéré qui les protégerait de la « répression du gouvernement central. »

Les partis politiques Irakiens et Shiites pensent que si l'Irak devenait un état fédéral, Chiites et Kurdes échapperaient à la répression dont ils ont souffert dans le passé sous le gouvernement central de Bagdad. »

Kalid al-Atiya, un membre chiite du parlement et un membre influent du Conseil Suprême pour une Révolution Islamique en Irak (Sciri), a déclaré dans une interview récente que les membres influents de son groupe ne céderont pas sur la demande d'établir un état fédéré dans le centre et le sud de l'Irak. »

« Les Chiites insistent sur le fédéralisme parce qu'ils ont appris la leçon. Ils ont assez souffert de la dictature et du gouvernement central. »

« Le gouvernement central sera toujours une raison pour attiser la violence sectaire. Le fédéralisme est le seul moyen de garantir les droits des Chiites » a déclaré al-Atiya.

Dhafir al-Ani, un membre du parlement et porte-parole du « Iraqi Accordance Front » a déclaré à Aljezeera.net ; « je regrette de dire qu'il est peu probable que nous puissions empêcher une partition de l'Irak. Je pense qu'ils réussiront leur plan. »

Al Jazeera <http://english.aljazeera.net>

Traduction par CSP <http://vdedaj.club.fr>. Diffusion autorisée et même encouragée. Merci de mentionner les sources

Articles Par : [Ahmed Janabi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca